

## INSTRUCTION

N° 06-020-N du 30 mars 2006

NOR : BUD R 06 00020 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### RECENSEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX

#### ANALYSE

Modalités pratiques du recensement de l'activité économique et financière  
du réseau du Trésor public en 2005

Date d'application : 27/03/2006

#### MOTS-CLÉS

ACTION ÉCONOMIQUE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;  
TRÉSORERIE GÉNÉRALE ; DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES ;  
INTERVENTION ÉCONOMIQUE ; RECENSEMENT ; FONDS STRUCTUREL EUROPÉEN

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Instruction n° 05-018-N du 14 mars 2005

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG										

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*1<sup>ère</sup> Sous-direction - Bureau 1D*

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET DU RECENSEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES DEEF, SEEF ET RF EN 2005.....</b>	<b>3</b>
<b>2. NOTICE EXPLICATIVE DES TABLEAUX DE RECENSEMENT.....</b>	<b>3</b>
2.1. Annexe n° 1 : Avis sur les attributions d'aides aux entreprises, associations, collectivités locales.....	3
2.2. Annexe n° 2 : Supports d'information : études, tableaux de bord et contributions diverses.....	5
2.3. Annexe n° 3 : Intelligence économique .....	5
2.4. Annexe n° 4 : Outils informatiques et actions de formations économiques et financières .....	6
2.5. Annexe n° 5 : Appui à l'autorité de gestion des Fonds structurels européens .....	6
<b>3. MODALITÉS PRATIQUES DU RECENSEMENT .....</b>	<b>6</b>

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Avis relatifs aux aides aux entreprises, associations, collectivités locales .....	7
ANNEXE N° 2 : Supports d'information : études, tableaux de bord, contributions diverses .....	8
ANNEXE N° 3 : L'intelligence économique.....	10
ANNEXE N° 4 : Outils informatiques et formations économiques et financières .....	11
ANNEXE N° 5 : Appui à l'autorité de gestion des fonds structurels européens .....	12

La présente instruction a pour objet de fixer les modalités du recensement des activités économiques et financières en 2005, principalement axée sur les entreprises en création ou en développement et la mission d'appui à l'autorité de gestion en matière de fonds structurels européens.

## **1. OBJET DU RECENSEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES DEEF, SEEF ET RF EN 2005**

Le recensement en 2005 de l'activité économique et financière du Trésor public est principalement axé sur les thèmes suivants :

- les avis sur les attributions d'aides aux entreprises en création ou en développement, ainsi qu'aux associations, aux collectivités locales ;
- les supports d'information : études, tableaux de bord, contributions diverses (MEEF, Fonds structurels européens destinés aux entreprises en création ou développement, CCI ... ;
- l'intelligence économique ;
- les outils informatiques et actions de formations économiques et financières ;
- l'appui à l'autorité de gestion des fonds structurels européens.

Ce recensement exclut les informations qui font l'objet de traitement différencié, notamment l'expertise des MEEF, les masses financières de l'action économique des collectivités locales, les entreprises en difficulté, le surendettement des particuliers, les rapatriés.

Cette enquête vise à répondre à plusieurs objectifs :

- mettre à la disposition et de la Direction générale et des Trésoriers-Payeurs généraux un instrument de mesure de l'action économique et financière ;
- valoriser l'action des services déconcentrés du Trésor dans le domaine économique par la publication d'un rapport d'activité annuel de la DGCP dont une synthèse sera intégrée dans le rapport annuel du Minéfi ;
- permettre l'élaboration d'un programme annuel tenant compte des procédures existantes et des objectifs de la Direction générale et des orientations gouvernementales.

Aussi, il importe que cette enquête donne l'image la plus fidèle de l'activité de chaque département.

## **2. NOTICE EXPLICATIVE DES TABLEAUX DE RECENSEMENT**

### **2.1. ANNEXE N° 1 : AVIS SUR LES ATTRIBUTIONS D'AIDES AUX ENTREPRISES, ASSOCIATIONS, COLLECTIVITES LOCALES**

Cette annexe concerne les avis émis par les services économiques sur les attributions d'aides aux entreprises *en création ou en développement*, les associations et collectivités locales.

 Les colonnes :

- le total de la colonne '*Nombre d'avis émis*' doit retracer le nombre réel d'avis que le service a émis pendant l'année. Aussi un même avis ne doit-il être indiqué que sur une seule ligne, même s'il analyse plusieurs demandes d'aides concomitantes ;
- la colonne '*Avis simples*' recense les avis donnés par écrit ou par oral, comportant au moins un examen succinct du projet (plan de financement et cohérence d'ensemble) ;
- la colonne '*Avis approfondis*' retrace les études économiques et financières écrites complètes de l'entreprise, du projet et de(s) l'aide(s) sollicitée(s) ;
- la colonne '*Type de bénéficiaire de l'aide*' distingue les entreprises en création ou en développement, associations, collectivités locales ou autres.

☞ Les lignes (liste non exhaustive fournie à titre indicatif) :

- Lignes 1 à 6:

Elles sont dédiées aux interventions économiques relatives aux fonds structurels européens et aux programmes d'initiative communautaires (PIC).

- Lignes 7 à 14 : Aides de l'État et des EPN

#### 7. Aides à la création et à l'acquisition d'entreprises

- ☐ ACCRE
- ☐ EDEN
- ☐ Autres (à détailler)

#### 8. Aides au développement, à l'extension et à l'investissement

- ☐ Aides à l'agriculture (POA, FRAI, FFN, pêche, ...)
- ☐ FRED
- ☐ Aides à l'industrie (FDPMI, ATOUT, ...)
- ☐ Aides au commerce et à l'artisanat (FISAC ...)
- ☐ Aides au tourisme
- ☐ Politique de la ville (FIV, FRE, ...)
- ☐ Réseaux de développement, pépinières, ...
- ☐ Autres (à détailler)

#### 9. Aides à l'emploi

- ☐ PRE
- ☐ PRCEA création
- ☐ Insertion par l'activité économique
- ☐ Aides au recrutement
- ☐ Adultes relais
- ☐ Aides relatives à l'adaptation des effectifs (conventions FNE, chômage partiel, ...)
- ☐ Autres (à détailler)

#### 10. Aides à la formation, au conseil

- ☐ FRAC
- ☐ Autres (à détailler)

#### 11. Aides à la technologie, à l'innovation, à la R&D, à la modernisation, à la qualité

- ☐ Aides de l'ANVAR
- ☐ Autres (à détailler)

#### 12. Aides à l'environnement, à la maîtrise d'énergie et à l'aménagement du territoire

- ☐ PAT

- ❑ *FNADT*
- ❑ *Aides de l'ADEME*
- ❑ *Autres (à détailler)*

### 13. Aides fiscales

- ❑ *Exonérations*
- ❑ *Abattements, allègements, ...*

### 15. Autres aides (à préciser)

- *Lignes 15 à 19 : Aides des collectivités locales*

### 15. Subventions

- ❑ *PRCE*
- ❑ *PRE*
- ❑ *Autres (à détailler)*

### 16. Bonifications d'intérêt

### 17. Prêts

### 18. Avances remboursables

### 19. Autres aides des CL (à préciser)

### 20. Autres aides (à préciser)

La ligne *Nombre de réunions auxquelles le service a participé dans l'année* retrace le nombre de comités d'attributions d'aides publiques aux entreprises en création et en développement, aux associations et collectivités locales auxquels le service a participé au cours de l'année 2005 (les procédures telles que les CODEFI, CCSF sont à exclure).

## 2.2. ANNEXE N° 2 : SUPPORTS D'INFORMATION : ÉTUDES, TABLEAUX DE BORD ET CONTRIBUTIONS DIVERSES

Cette annexe vise à recenser les travaux de traitement de l'information économique et financière, menés à la demande, et diffusés au Trésor public (réseau ou DGCP), à toute administration de l'État, à des collectivités locales ou à toutes autres entités (à détailler).

S'agissant des contributions en matière de montage des projets financés par les fonds structurels européens, seules les entreprises en création ou en développement sont concernées par le recensement.

## 2.3. ANNEXE N° 3 : INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Le Trésorier-payeur général de région est le conseiller permanent du préfet en matière de défense et d'intelligence économique. A ce titre, il s'appuie sur le Chargé de Mission défense Économique (CMDE) placé par le Haut Fonctionnaire de Défense.

L'annexe 3 sera donc complétée en étroite concertation avec les CMDE.

Les actions en matière de Défense économique sont exclues.

## 2.4. ANNEXE N° 4 : OUTILS INFORMATIQUES ET ACTIONS DE FORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Cette annexe regroupe les autres prestations fournies par le D.E.E.F. Elle vise notamment à connaître :

- les créations d'applications informatiques en matière économique et financière,
- l'élaboration de guides et modules de formations économiques et financières,
- actions de formations économiques et financières en faveur des services déconcentrés, organismes publics, entreprises en création ou développement (à l'exclusion des entreprises en difficultés),
- autres.

Ces prestations peuvent être fournies à destination d'autres services du réseau du Trésor (autre DEEF, SEEF, réseau comptable, CFR), d'autres administrations d'État (services déconcentrés du MINEFI et des autres ministères), des collectivités locales ou autres (à préciser).

## 2.5. ANNEXE N° 5 : APPUI À L'AUTORITÉ DE GESTION DES FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS

L'offre de service du Trésor public lancée en septembre 2002 a pour objectif de renforcer l'efficacité de la gestion des fonds structurels européens (FSE), notamment en amenant le TPG de Région à proposer son appui à l'autorité de gestion.

Préalablement à la prochaine génération FSE 2007-2013, un nouveau bilan des prestations réalisées par les TPG de région en 2005 permettra d'en dégager des analyses utiles pour l'évolution éventuelle du rôle du Trésor public en tant qu'appui à l'autorité de gestion.

Les commentaires de l'annexe 5 appellent des réponses brèves et synthétiques.

## 3. MODALITÉS PRATIQUES DU RECENSEMENT

Pour faciliter l'élaboration de la synthèse nationale de l'activité économique des DEEF, SEEF et RF en 2005, les 5 annexes à compléter sont adressées par messagerie aux chefs de DEEF, à l'appui d'une fiche technique explicative.

Il appartient aux DEEF, de collecter les différentes informations auprès des départements de leur région, et d'effectuer les contrôles de cohérence avant la remontée des informations à la Direction générale.

Toute information ou document complémentaire jugé utile pourra accompagner l'envoi de ces tableaux.

Il conviendra de compléter ces tableaux et de les renvoyer pour *le 21 avril 2006 au plus tard* à l'adresse suivante : [Bureau-1d@cp.finances.gouv.fr](mailto:Bureau-1d@cp.finances.gouv.fr).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LA DIRECTRICE ADJOINTE CHARGÉE DE LA 1<sup>ÈRE</sup> SOUS-DIRECTION

FABIENNE DUFAY

## ANNEXE N° 1 : Avis relatifs aux aides aux entreprises, associations, collectivités locales

Année 2005		Région				
NATURE DES AIDES	NOMBRE D'AVIS EMIS		TYPE DE BENEFICIAIRE DE L'AIDE			
	Avis simples	Avis approfondis	Entreprise	Association	Collectivité locale	Autres
1. FEDER	0	0	0	0	0	0
2. FSE	0	0	0	0	0	0
3. IFOP	0	0	0	0	0	0
4. FEOGA-O	0	0	0	0	0	0
5. PIC	0	0	0	0	0	0
6. Autres fonds européens (à préciser)	0	0	0	0	0	0
7. Aides à la création, à l'acquisition d'entreprise	0	0	0	0	0	0
8. Aides au développement, à l'extension, à l'investissement	0	0	0	0	0	0
9. Aides à l'emploi	0	0	0	0	0	0
10. Aides à la formation, au conseil	0	0	0	0	0	0
11. Aides à la technologie, à l'innovation, à la R&D, à la modernisation, à la qualité	0	0	0	0	0	0
12. Aides à l'environnement, à la maîtrise d'énergie et à l'aménagement du territoire	0	0	0	0	0	0
13. Aides fiscales	0	0	0	0	0	0
14. Autres aides (à préciser)	0	0	0	0	0	0
15. Subventions (Collectivités locales uniquement)	0		0	0	0	0
16. Bonifications d'intérêt (Collectivités locales uniquement)	0	0	0	0	0	0
17. Prêts (Collectivités locales uniquement)	0	0	0	0	0	0
18. Avances remboursables (Collectivités locales uniquement)	0	0	0	0	0	0
19. Autres aides (Collectivités locales uniquement) (à préciser)	0	0	0	0	0	0
20. Autres aides (à préciser)	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

NOMBRE TOTAL D'AVIS	0
NOMBRE TOTAL DE REUNIONS AUXQUELLES LE SERVICE A PARTICIPE DANS L'ANNEE:	0

## ANNEXE N° 2 : Supports d'information : études, tableaux de bord, contributions diverses

Région

Année 2005

NATURE DES ACTIONS	NOMBRE DE DOCUMENTS CRÉÉS (1)	NOMBRE DE DOCUMENTS DIFFUSÉS (1)					TOTAL (B à F)
		Trésor public (B)	Pré-fecture (C)	Administr. État (D)	Élus locaux (E)	Autres (à préciser) (F)	
1. Notes de conjoncture / Tableaux de bord	0	0	0	0	0	0	0
2. Rapports sur les investissements de l'État et préparation du CAR	0	0	0	0	0	0	0
3. Contribution au montage de projets Fonds structurels Européens (2)	0	0	0	0	0	0	0
4. Contributions à l'expertise des M.E.E.F.	0	0	/	/	/	/	0
5. Analyse d'un acte financier d'une CCI (avis sur emprunt, budget,...)	0	0	0	0	0	0	0
6. Contribution au suivi des chambres consulaires, ports autonomes, GIP	0	0	0	0	0	0	0
7. Autres travaux (à préciser)	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## (1) Précisions :

- Exemple 1 : pour une note de conjoncture, **annuelle** et diffusée en 40 exemplaires à la Préfecture : colonne A =1 et colonne C =40.
- Exemple 2 : pour une note de conjoncture, **trimestrielle** et diffusée en 40 exemplaires à la Préfecture : colonne A =4 et colonne C =160.

(2) Uniquement les entreprises en création / développement .



## ANNEXE N° 3 : L'intelligence économique

REGION : .....

Année 2005

	NATURE DES ACTIONS	NOMBRE	OBSERVATIONS
1.	Nombre de <b>colloques</b> (co) organisés : Nombre total de <b>participants</b> : Nombre total <b>d'entreprises</b> : - <b>dont</b> laboratoires, centres de recherches : - <b>dont</b> cabinets (comptables, audits ...) : - <b>dont</b> organismes (associations professionnelles ... ) : - <b>dont</b> autres éventuels :	..... ..... ..... ..... ..... ..... .....	
2.	Nombre d'entreprises rencontrées individuellement	.....	
3.	Nombre d'opérations de sensibilisation à l'Intelligence économique auprès des personnels du Trésor public (ex : réunion de comptables, des personnels TG) , services déconcentrés, autres	.....	
4.	Autres actions (à préciser)	.....	

## ANNEXE N° 4 : Outils informatiques et formations économiques et financières

REGION : .....

Année 2005

	Type de prestation	Bénéficiaire Trésor public	Autres bénéficiaires (à préciser)	DESCRIPTION
5.	Création d'outils et d'applications informatiques sur un thème économique et financier			
6.	Création de guides et de modules de formation locaux			
7.	Actions de formation en faveur des services déconcentrés, organismes publics, entreprises en création ou en développement			
8.	Autres			

## ANNEXE N° 5 : Appui à l'autorité de gestion des fonds structurels européens

### **1. APPUI À L'ÉMERGENCE DE PROJETS ET AU SUIVI DES OPÉRATIONS COFINANCÉES**

#### **1.1 APPUI À L'ÉMERGENCE DE PROJETS**

- ❖ Les comptables informent-ils les élus sur les possibilités de cofinancement de leurs projets ?  
*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*
- ❖ Combien de dossiers présentés estimez-vous imputables à l'information des comptables auprès des élus ? ....
- ❖ Commentaires : ...

#### **1.2 SUIVI DES OPÉRATIONS COFINANCÉES**

- ❖ Les comptables veillent-ils à sensibiliser les élus à la nécessité de fournir les PJ rapidement au service instructeur ?  
*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*
- ❖ Commentaires : ...

#### **1.3 DÉGAGEMENT D'OFFICE**

- ❖ le DEEF a-t-il mis en œuvre d'autres actions de suivi en vue de réduire le dégagement d'office ?  
*oui – non*
- ❖ Commentaires : ...

### **2. ASSISTANCE A LA PROGRAMMATION**

#### **2.1 APPUI AU MONTAGE DES DOSSIERS**

- ❖ Le DEEF a-t-il organisé des tours de table financiers pour favoriser le bouclage financier des projets ?  
*oui – non*  
→ Si oui : nombre de dossiers traités : .....
- ❖ Le DEEF a-t-il élaboré un cahier des charges précisant les modalités des ses interventions ?  
*oui - non*
- ❖ Commentaires : ...

## ANNEXE N° 5 (suite)

**2.2. AVIS ECONOMIQUES ET FINANCIERS**

- ❖ Nombre d'avis économiques et financiers émis par le DEEF en 2005 : .....
  - ➔ Si néant : le Préfet a-t-il été sensibilisé par la TG à la possibilité de solliciter un avis économique et financier ?
    - oui - non*
- ❖ Dans le cadre de ses avis approfondis, le DEEF a-t-il fait appel :
  - aux comptables : *Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*
  - aux autres services de la TG : *Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*
  - à d'autres administrations financières : *Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*
- ❖ L'analyse est-elle menée en concertation avec d'autres avis au titre des autres financements de l'État ?
  - Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*
- ❖ Le DEEF établit-il un point sur les suites réservées à ses analyses ?
  - Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*
  - ➔ Si oui, quelles sont-elles ? .....

**2.3. PARTICIPATION AUX CONTRÔLES APPROFONDIS**

- ❖ Les services de la TG ont-ils participé à la préparation du plan de contrôle ?
  - Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*
- ❖ Les services de la TG ont-ils pris en charge le suivi des contrôles ?
  - Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*
- ❖ La participation des services de la TG aux contrôles conjoints s'est-elle renforcée en 2005?
  - oui – non*
  - ➔ Si oui, préciser le nombre de contrôles conjoints : .....
- ❖ Commentaires :...

## ANNEXE N° 5 (suite et fin)

**2.4. PARTICIPATION À L'ÉVALUATION DU DOCUP**

- ❖ Le point est-il fait avec le Correspondant évaluation mobilisé auprès du SGAR?

*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*

- ❖ Commentaires :...

**3. CONDITIONS D'ANIMATION**

- ❖ Vis à vis des comptables :

- le DEEF a-t-il élaboré une fiche navette de suivi des opérations individualisées entre la TG et les comptables ?

*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*

- Le DEEF informe-t-il les comptables après chaque comité de programmation ?

*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*

- Le DEEF assure-t-il une information sur la mise en œuvre du DOCUP :

*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*

- ❖ Vis à vis du Préfet :

- Le DEEF a-t-il élaboré un tableau de bord des opérations portées par les maîtres d'ouvrage publics ?

*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*

- Le DEEF est-il chargé par le préfet d'élaborer des rapports de synthèse pour le comité de programmation ?

*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*

- ❖ Vis à vis du CFR : le DEEF assure-t-il une information sur la mise en œuvre du DOCUP :

*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*

- ❖ Vis à vis de la MEEF : le DEEF assure-t-il une information sur la mise en œuvre du DOCUP :

*Jamais – rarement – fréquemment – systématiquement*

- ❖ Commentaires :...

---

**NB :**

Les questions relatives aux **expertises** économiques et financières des projets d'investissement sont directement adressées aux MEEF par mail.

